

L'étau néo-colonial

L'économie algérienne présente la double et fâcheuse particularité d'être dépendante des mêmes fournisseurs (près de 50% des importations de l'Algérie proviennent de l'UE) et des mêmes sources de revenus (les exportations hors hydrocarbure représentent moins de 3% du total des exportations algériennes).

Historiquement, l'Algérie est un espace foncièrement ouvert. Un paramètre de mesures permet de le confirmer : le taux d'ouverture des pays de la zone méditerranéenne, c'est-à-dire la somme des exportations et des importations divisées par deux et rapportées au PIB. Ce taux s'est notablement élargi en vingt ans en passant de 13,2 % en 1970 à 18,7 % en 1993, avec toutefois des disparités d'un pays à l'autre. Il y a d'abord les bons élèves de l'Europe, toujours portés au rang de «modèles».

C'est le cas de la Turquie, du Maroc et de la Tunisie, qui ont totalement modifié la structure de leurs exportations vers l'Union européenne en orientant leur économie vers l'exportation, notamment dans le secteur textile.

Jugé à l'aune de notre premier «handicap» (la faible diversification des exportations), l'accord d'association et son lot de démantèlements tarifaires ne pouvait avoir qu'un impact économique et budgétaire très relatif sur notre économie.

Ici, les préférences commerciales ont un impact beaucoup plus faible, essentiellement parce que l'Algérie est ainsi restée dans une logique de rente, en conservant une spécialisation basée sur les hydrocarbures.

Les périodes de transition prévues pour la mise à niveau des économies méditerranéennes sont de douze ans. L'Algérie dispose ainsi jusqu'à 2017 pour espérer entrer de

plain-pied dans le démantèlement douanier et tarifaire convenu.

Entré en vigueur le 1^{er} septembre 2005, l'accord d'association prévoit l'établissement progressif, pendant douze ans, d'une zone de libre-échange entre l'Algérie et l'Union européenne.

Pour les importations de produits agricoles, les concessions tarifaires accordées par l'Algérie couvrent le tiers des importations de l'UE, notamment les blés, la poudre de lait, les huiles alimentaires, le sucre, les viandes et les intrants agricoles (en fait, ce que l'Algérie importe le plus).

L'appréciation de l'impact des accords d'association sur l'évolution des échanges entre l'Algérie et l'UE touche principalement à l'étude de la structure des importations et des exportations algériennes.

Les importations globales de l'Algérie, tous produits confondus, et leur évolution entre 2006 et 2009, font ressortir une hausse pour l'ensemble des produits, à l'exception des biens alimentaires et des biens de consommation non alimentaires qui ont connu une baisse.

Une année après le démantèlement tarifaire, le volume des importations avait presque doublé, accompagné d'une mutation majeure : la transformation de nombre d'investisseurs en importateurs, le démantèlement favorisant la rentabilité de l'acte d'importer par rapport à celui d'investir ou de produire.

L'évolution de l'accord a suivi l'orientation de la commande publique tirée par des revenus pétroliers sans précédent. Une comparaison entre deux dates charnières (l'année 2005 pendant laquelle l'accord est entré en vigueur et l'année 2009, pour laquelle on dispose de statistiques fiables et qui correspond à la fin du premier plan de relance), on remarque

que certains produits, comme la barre de fer, ont connu un taux d'accroissement de 1 644% au premier semestre 2009. Sur une période de 5 ans après l'entrée en vigueur des accords, les importations ont augmenté de 9,23%.

La réglementation communautaire relative aux produits agricoles découlant de la politique agricole commune accentue ce travers parce qu'elle est restrictive. L'application des compensations à l'importation et à l'exportation de produits agricoles au sein de l'UE implique un certain nombre de systèmes de contrôle et de régulation des marchandises entrant sur le territoire de l'UE ; comme l'interdiction d'importer du bœuf élevé aux hormones, ou l'obligation de spécifier sur les emballages la présence d'organismes génétiquement modifiés.

Prenons le cas d'un produit que l'Algérie aurait pu exporter, mais elle n'est pas autorisée à le faire : le miel. Pourquoi ne peut-elle pas le faire ? Tout simplement parce que seules les importations des pays tiers disposant de plans de surveillance des résidus approuvés sont autorisées. Or, à ce jour, l'Algérie ne répond pas aux normes imposées.

Pour les fruits et légumes, les règles et les normes sanitaires à respecter sont draconiennes (produits seins, propres, exempts de parasites, exempts d'odeur et d'humidité, conditionnement, étiquetage, etc.). Les produits algériens ne répondant pas aux standards de l'UE n'arrivent pas à pénétrer son marché.

Au-delà de ces difficultés, l'exportation algérienne est confrontée à la concurrence des pays voisins comme la Tunisie et le Maroc mieux préparés, notamment en matière de transports maritime et aérien, ce qui incite certains de nos exporta-

teurs à transiter par la Tunisie pour expédier leurs marchandises vers l'Europe.

En contrepartie de faveurs qu'elle ne peut exploiter, l'Algérie a entrepris un démantèlement très important. Ces «faveurs» sont coûteuses pour l'Etat et mettent en danger la compétitivité de nos entreprises.

Depuis 2006, la première année d'exercice, les pertes annuelles sont estimées à 1,5 milliard de dollars par an.

Les importations de l'UE dépassant, bon an mal an, les 25 milliards de dollars, avec un droit consolidé de 18 à 20%, les pertes fiscales atteindront 3,5 à 4 milliards de dollars en 2017.

Le démantèlement tarifaire précoce entrepris n'a par ailleurs pas stimulé l'investissement direct étranger tant attendu. La quête de reconnaissance internationale, à un moment de fort isolement, lorsqu'elle était assaillie par les hordes terroristes, semble avoir prévalu sur les considérations strictement commerciales. La révision de l'accord d'association est à l'ordre du jour du gouvernement, qui a introduit une demande pour repousser la création de la zone de libre-échange jusqu'en 2020, le temps de rééquilibrer les échanges commerciaux et de mieux préparer les entreprises algériennes à la concurrence étrangère venant les affronter sur leur propre marché.

A court terme, l'ouverture des frontières provoquera deux effets mécaniques, l'un d'ordre économique, l'autre politique. Au plan commercial, la hausse des importations aggravera fortement le déficit commercial. Jusqu'à présent, les pays de la rive sud bénéficiaient de préférences commerciales sur le marché européen, mais demeureraient fortement protégés.

Désormais, ils devront affronter la concurrence des produits industriels européens



Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

en leur ouvrant leurs marchés. De plus, la suppression de droits de douane va considérablement réduire les recettes de l'administration, ce qui la contraindra à moderniser radicalement ses systèmes fiscaux, notamment l'imposition des revenus. Dans le cas algérien, le démantèlement tarifaire se traduit par des pertes de recouvrement de droits et taxes estimés à 1,5 - 2% du PIB à l'horizon 2018. Il faut savoir que les recettes douanières représentent aujourd'hui 28% du produit fiscal dans notre pays.

Les pays méditerranéens doivent aussi moderniser leurs sociétés et notamment le rôle des pouvoirs publics. En dépit des réformes économiques sans cesse proclamées, le poids de l'Etat reste souvent important et surtout arbitraire. Cela crée un climat peu favorable à l'investissement, aussi bien interne qu'externe. Les pays méditerranéens, cloisonnés en marchés nationaux exigus, s'avèrent peu attractifs pour les investisseurs : ils ne drainent que 5% des investissements directs à l'étranger dans les pays émergents.

A. B.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com



En attendant le chantier d'une Grande Poste à Ouargla !

Mis à part des inspections dans les décharges publiques, que fait Amara Benyounès ?

Il prend des douches !

Un sit-in du syndicat Snapap a tourné court, très court, vachement court, à peine quelques minutes aux pieds fatigués de la Grande-Poste d'Alger, avant que la police n'intervienne et n'embarque plusieurs délégués de ce syndicat. Des milliers de manifestants marchent et gueulent leur mal-être dans le Sud, mouvement salué bien bas par le Premier ministre qui a considéré que la protestation dans le désert est «légitime». Phénomène étrange tout de même. Tu manifestes à Alger, tu te fais ramasser comme un vulgaire délinquant. Tu manifestes à Ouargla, tu te vois aussitôt gratifié du statut de VIP et t'es invité dans un 5 étoiles de la capitale. Pourquoi ce traitement différencié ? 50 manifestants qui tiennent sit-in dans Alger sont-ils plus dangereux que des milliers de «collègues» sudistes qui eux, ne se contentent pas seulement de rester debout, mais marchent au pas résonnant de leur colère ? En théorie, ce n'est pas logique. En théorie du nombre, bien sûr. Le Palais devrait, dans sa mentalité génétique du tout répressif, avoir plus peur des bataillons fournis du Sud que de l'escadrille légère d'Alger. Le même palais aurait eu plus de facilité à donner de la troupe dans le désert, loin des regards trop curieux. Il a pourtant choisi de le faire au cœur de la capitale, à quelques mètres, à vol d'oiseau, des navires étrangers qui accostent, à quelques encablures à peine d'une représentation diplomatique suisse, d'un centre culturel français, de banques occidentales et d'une flopée de

sièges d'agences de presse mondiales. Y a un truc qui cloche, forcément ! Un mec ou une nana qui tient une pancarte en bois contreplaqué et qui se fait bousculer violemment Square Sofia, c'est aussitôt retransmis sur la télé suisse romande et ça fait crépiter tous les fils d'agence de la planète. 100 mille manifestants qui sont encerclés dans une oasis chétive et qui s'y font bastonner à coups de lattes de palmiers non dattiers ou atteints de mildiou, ça met du temps pour arriver à la surface du pays, non ? Eh ben non ! Cette logique-là n'a visiblement pas cours dans la... cour du châtelain. On croirait presque que le méga-rassemblement de Ouargla a été chouchouté, soigné aux petits oignons et élevé au rang de Grande Marche du Siècle. Et la poignée de manifestants de la Grande-Poste donnait, elle, l'impression étrange du cheveu gras sur la soupe venu déranger tout ce bel ordonnancement. Va savoir pourquoi cet apartheid de la colère qui s'installe chez nous. Faudra-t-il au Snapap et aux autres syndicats du centre du pays appeler à des rassemblements au Sud, pour espérer pouvoir tenir un peu plus de cinq minutes face aux forces de l'ordre ? Peut-être ! Mais restera un problème tout de même. Un problème de taille à résoudre. Il n'y a pas de Grande-Poste à Ouargla ! Il y a des derricks, mais pas de Grande-Poste. Voilà une promesse que le gouvernement Sellal devrait ajouter à toutes celles qu'il aligne allègrement ces derniers jours. Construire dans les plus brefs délais une Grande-Poste sur le front de mer de Ouargla, en contrefort du port de la ville. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.